

SYNTHÈSE ET DÉBATS

Nouvelle-Calédonie 2025

Schéma d'Aménagement et de Développement de la Nouvelle-Calédonie



CONFORTER LE SENTIMENT
D'APPARTENANCE À UNE MÊME SOCIÉTÉ

MODULE CITOYEN



Contact

Gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie
Service de l'Aménagement
et de la Planification
B. P. M2
98849 Nouméa CEDEX
Tél : 26 29 33
Fax : 26 37 01
Mél : sap@gouv.nc

 www.nouvellecaledonie2025.gouv.nc



Haut-Commissariat de la République
en Nouvelle-Calédonie



GOUVERNEMENT DE LA
NOUVELLE
CALÉDONIE

IMAGINONS LES FUTURS POSSIBLES



SOMMAIRE

■ INTRODUCTION	P. 03
■ UN ÉCLAIRAGE DIFFÉRENT: RÉINVENTER LE LIEN	P. 04 & 05
■ LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE	P. 06 & 07
▶ Les inégalités socio-économiques, frein à la cohésion sociale ?	
1. Répartition des richesses : corrélations entre inégalités et dysfonctionnements sociaux ?	P. 08 à 20
2. Quelles clés pour réduire les inégalités socio économiques ?	P. 21 à 25
▶ Le lien social, ciment de la cohésion sociale ?	
1. Mythes fondateurs et créations symboliques d'une identité partagée : Exemples croisé pour servir la réflexion calédonienne	P. 26 à 31
2. Les lieux d'échanges, synthèse des ateliers	P. 32 à 34
3. Les moments d'échanges, synthèse des ateliers	P. 35 à 38

Elaboré à partir d'un diagnostic élargi, le schéma Nouvelle-Calédonie 2025 aborde tous les sujets d'importance pour l'avenir du développement et de l'aménagement du pays avec des ambitions transversales majeures :

- ▶ La construction du pays à l'horizon 2025
- ▶ Le destin commun
- ▶ L'ouverture au monde
- ▶ Le rééquilibrage
- ▶ Le développement durable.

Le projet est actuellement dans sa phase « Orientations Moyens » qui doit aboutir à la rédaction du schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie.

Cette deuxième phase permettra de dessiner les contours d'un projet de société reflétant le souhait des acteurs de la société calédonienne. Plus précisément, les objectifs de cette phase sont de :

- ▶ Définir une vision d'avenir et un cap pour la Nouvelle-Calédonie à l'horizon 2025,
- ▶ Partager les éléments constitutifs d'un projet de société souhaité,
- ▶ Proposer des orientations fondamentales pour les 20 ans à venir,
- ▶ Définir les moyens à mettre en œuvre pour suivre ces orientations.

Or tout projet de société repose sur un fondement incontournable : l'être humain et les relations que ces êtres humains entretiennent au sein d'une même société.

Une société cohésive est ainsi une société qui œuvre au bien-être de tous ses membres, en réduisant les disparités et en évitant la marginalisation.

Elle recouvre trois grandes dimensions : une cohésion accrue entre différents groupes d'une société, à travers des réseaux de relations, la confiance et un sentiment d'identité ; la lutte contre les discriminations, l'exclusion et les inégalités extrêmes ; et la mobilité sociale ascendante ¹.

Comment construire cette société cohésive ?

Tel est l'enjeu du module « Citoyen ».

¹ Conférence Internationale sur la Cohésion Sociale et le Développement. OCDE. Janvier 2011

UN ÉCLAIRAGE DIFFÉRENT : RÉINVENTER LE LIEN²

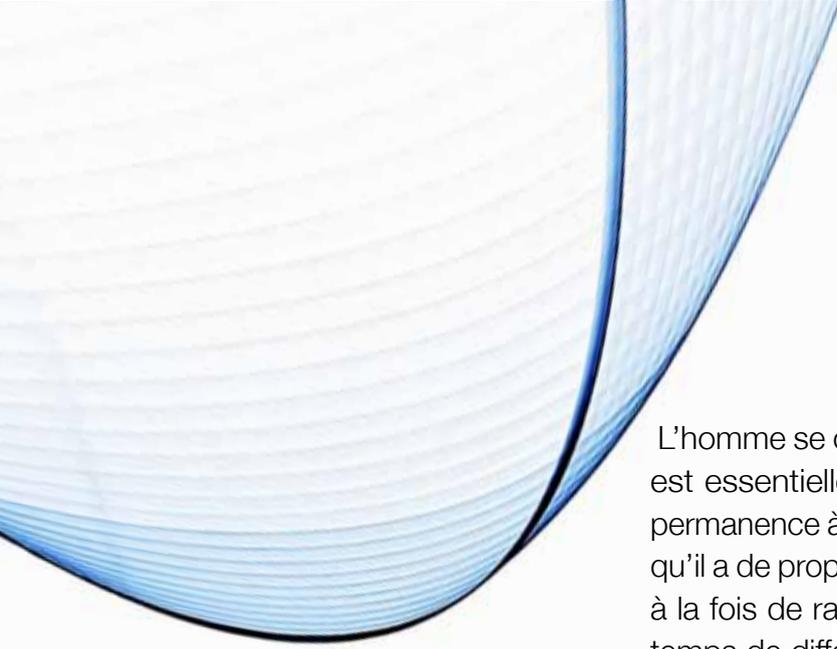
Le pilier de tout projet de société est le lien social. Eléna Lasida, Docteur en sciences économiques et sociales à l'Institut Catholique de Paris, nous propose quelques réflexions d'ordre anthropologique car *« identifier ce qui relie les hommes et les femmes dans une société, et ce qui les sépare également, constitue le pilier de toute construction du vivre ensemble. Le lien, qu'il soit entre deux personnes ou au niveau d'un groupe, doit se construire et reconstruire en permanence. Le lien n'est jamais établi une fois pour toutes, il est toujours à tisser ; et si jamais on croit qu'on est arrivé à l'harmonie parfaite, à la cohésion idéale, c'est justement là que le lien devient mortifère. Tant qu'on sent qu'il y a des liens nouveaux à tisser, des rivalités à déconstruire et des proximités à rétablir, on peut dire qu'on est vivant »*³.

Ce lien social, toujours selon Elena Lasida, qui doit unifier et non uniformiser, peut être appréhendé par le biais des paradoxes qui habitent l'être humain ; paradoxes face à l'avenir, face à autrui et face à la mort.

Face à l'avenir, l'humain se construit à travers des besoins paradoxaux que sont le risque et la sécurité, la maîtrise et démaîtrise, la fabrication et la création. Face à cette tension le lien social doit d'une part rassurer, sécuriser, mais d'autre part laisser une place au risque, à l'inconnu, à l'imprévisible. Face à autrui, l'être humain se construit à travers une tension entre dépendance et indépendance.

² « Réinventer le lien ». Conférence Elena Lasida. 23 février 2012.

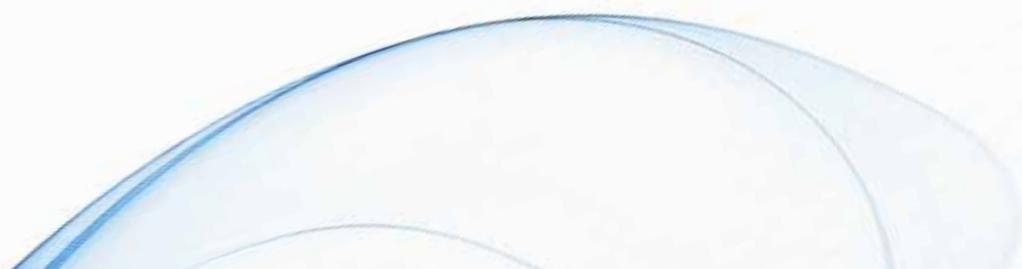
³ *Idem*



L'homme se construit toujours à travers les autres. Sa nature est essentiellement relationnelle et pourtant, il cherche en permanence à se différencier des autres, à être reconnu par ce qu'il a de propre et d'unique. Le lien social doit donc permettre à la fois de rapprocher, de rassembler, de relier et en même temps de différencier. C'est un lien qui à la fois rassemble et différencie.

Troisième paradoxe ou tension : l'humain face à la mort ; pas uniquement la mort physique mais aussi la limite, la perte. L'homme apparaît à la fois comme quelqu'un capable d'espérer contre toute espérance, de croire contre toute évidence, mais également comme quelqu'un qui est toujours tenté par la méfiance, paralysé par la peur, ne voyant dans la mort qu'une menace à son intégrité. L'humain se construit ainsi à travers cette tension entre confiance et méfiance, entre transcendance et immanence, entre détachement et engagement. Le lien social doit ici, à la fois attacher et détacher, relier et libérer. Car la liberté ce n'est pas ne pas avoir de lien, c'est pouvoir choisir de qui dépendre.

La mission du lien n'est pas de supprimer ces paradoxes, ces tensions ; c'est au contraire de les mettre dans une dynamique de vie par le biais de trois notions : la promesse, l'alliance et la création. Le lien social à réinventer en Nouvelle-Calédonie devrait, toujours selon Elena Lasida, être un lien à travers lequel on fait entendre une promesse, la promesse d'une mise en marche vers un avenir meilleur, on construit des relations d'alliance, qui permettent de prendre des risques ensemble et on devient co-créateur de relations nouvelles.



LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

Il est aujourd'hui nécessaire de poser les bases d'une citoyenneté de la Nouvelle-Calédonie permettant au peuple d'origine de constituer, avec les autres communautés du pays, une communauté humaine affirmant son destin commun⁴ ».

S'il est certain que la citoyenneté est en premier lieu un statut juridique, qui comprend avant tout le droit de vote et le droit d'éligibilité, mais aussi un ensemble de droits et libertés dont les citoyens doivent pouvoir jouir sans d'autres entraves que celles fondées sur l'intérêt général, elle ne peut se réduire à cela. La citoyenneté se définit ainsi tout autant par un mode de comportement civique et une participation active et quotidienne à la vie de la société que par un statut juridique lié à la nationalité donnant à un individu la qualité de citoyen d'un Etat.

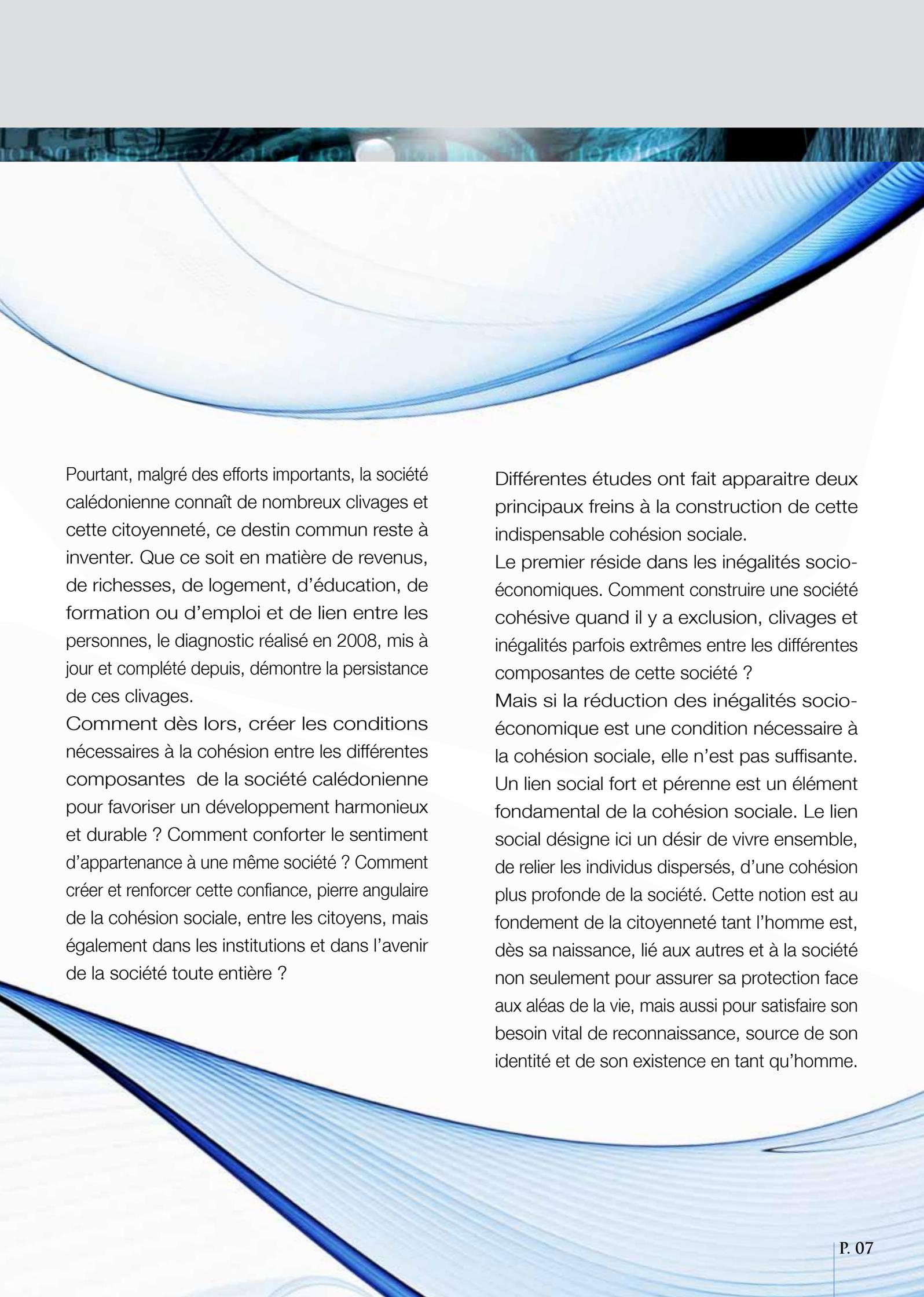
La citoyenneté est certainement une question juridique mais elle questionne aussi les champs social, culturel et professionnel trop souvent laissés à l'écart de cette question. La construction d'une citoyenneté calédonienne nécessite, non seulement une reconnaissance des différentes composantes de la société calédonienne, de leurs cultures et identités propres, et de leur

identité commune, mais également une forte cohésion sociale.

C'est pourquoi le séminaire « Citoyen » pose la question de la cohésion sociale comme pilier indispensable à l'émergence de la citoyenneté calédonienne et comme condition incontournable de la pérennité d'un projet de société partagé car :

“ *Le présent est le temps du partage, par le rééquilibrage. L'avenir doit être le temps de l'identité, dans un destin commun⁴* ”

⁴ Préambule Accord de Nouméa



Pourtant, malgré des efforts importants, la société calédonienne connaît de nombreux clivages et cette citoyenneté, ce destin commun reste à inventer. Que ce soit en matière de revenus, de richesses, de logement, d'éducation, de formation ou d'emploi et de lien entre les personnes, le diagnostic réalisé en 2008, mis à jour et complété depuis, démontre la persistance de ces clivages.

Comment dès lors, créer les conditions nécessaires à la cohésion entre les différentes composantes de la société calédonienne pour favoriser un développement harmonieux et durable ? Comment conforter le sentiment d'appartenance à une même société ? Comment créer et renforcer cette confiance, pierre angulaire de la cohésion sociale, entre les citoyens, mais également dans les institutions et dans l'avenir de la société toute entière ?

Différentes études ont fait apparaître deux principaux freins à la construction de cette indispensable cohésion sociale.

Le premier réside dans les inégalités socio-économiques. Comment construire une société cohésive quand il y a exclusion, clivages et inégalités parfois extrêmes entre les différentes composantes de cette société ?

Mais si la réduction des inégalités socio-économique est une condition nécessaire à la cohésion sociale, elle n'est pas suffisante. Un lien social fort et pérenne est un élément fondamental de la cohésion sociale. Le lien social désigne ici un désir de vivre ensemble, de relier les individus dispersés, d'une cohésion plus profonde de la société. Cette notion est au fondement de la citoyenneté tant l'homme est, dès sa naissance, lié aux autres et à la société non seulement pour assurer sa protection face aux aléas de la vie, mais aussi pour satisfaire son besoin vital de reconnaissance, source de son identité et de son existence en tant qu'homme.

LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES, FREIN À LA COHÉSION SOCIALE ?

Plusieurs études mondiales, dont celle faite par des chercheurs Britanniques, les professeurs Wilkinson et Pickett⁶, Wilkinson et Pickett ont mis en évidence un certain nombre de choses, au premier rang desquelles, les limites de ce que la croissance économique peut apporter au monde et au bien être des hommes. Depuis des siècles, la meilleure façon d'améliorer la qualité de la vie, fut mesurée par notre capacité à améliorer nos standards de vie matériels. Mais la croissance économique, principal facteur de progrès dans les pays riches, à cessé aujourd'hui d'agir en tant que tel.

Non seulement les mesures de bien être et de bonheur ont cessé de progresser avec la croissance économique, mais au fur et à mesure que les pays développés s'enrichissaient, les taux d'anxiété, de dépressions et d'autres problèmes sociaux, n'ont cessé d'augmenter, provoquant de nombreux déséquilibres sociaux, provoquant des divisions au sein même des sociétés, et conduisant souvent à des clivages socioprofessionnels, culturels, ethniques et autres, qui affectent la confiance entre citoyens et influence leurs relations.

1. RÉPARTITION DES RICHESSES : CORRÉLATIONS ENTRE INÉGALITÉS ET DYSFONCTIONNEMENTS SOCIAUX ?

« Ou comment les inégalités économiques peuvent endommager/affecter nos sociétés » par Laurent Châtenay (SAP)

C'est un paradoxe remarquable de constater, que l'humanité au sommet de son progrès matériel, scientifique et technique, n'a jamais autant produit de mal être social. Nombreux sont les signes des limites de la quête du bien être matériel à tout prix.

Partout où s'établit le règne du bien être matériel, la « civilisation » apporte le mal être psychologique

et moral, comme en témoignent la maladie de la dépression, l'augmentation des suicides, le recours aux substances addictives, le désespoir de la jeunesse, la violence et autres plaies, de plus en plus banales et abondantes dans ce que nous appelons notre société « moderne ». Comment se fait-il, qu'en dépit d'un niveau de richesse et de confort jamais atteint dans l'histoire de l'humanité, nous ayons créé tant de souffrance mentale et émotionnelle ? Quelles leçons devons-nous en retirer ?

⁶ Epidémiologistes, économiste pour Wilkinson et anthropologue pour Pickett, qui ont consacré plus de trente années de leur carrière à étudier les inégalités sociales, leurs déterminants et leurs impacts sur la santé. Cette étude a fait l'objet d'un livre « The spirit level » (Diapo du livre), qui pourrait se traduire : Le niveau de conscience. www.equalitytrust.org.uk

Le contraste entre le succès matériel et l'échec social que l'on retrouve dans beaucoup de pays riches, doit nous interpeller. Il nous suggère, si nous voulons améliorer encore notre réelle qualité de vie, que nous abandonnions progressivement notre obsession de croissance économique et de succès matériel, pour trouver les moyens nécessaires à l'amélioration du bien être psychologique et social de nos sociétés. On sait tous intuitivement que **les inégalités sociales sont porteuses de divisions dans la société** et qu'elles ont des conséquences sur les relations entre les différentes catégories socio professionnelles, entre les différentes ethnies, les différentes cultures.

Ce qui a changé depuis un certain temps, c'est que maintenant nous pouvons faire des **comparaisons entre différents pays,**

nous avons des sources de données fiables, provenant d'organisations comme l'OMS, l'UNICEF, l'OCDE, entre autres. Nous pouvons comparer des sociétés plus ou moins égales ou inégales en termes de répartition des richesses entre les gens et analyser ce que ces inégalités apportent, ce qu'elles génèrent sur le plan social.

Je voudrais vous présenter une étude faite par des chercheurs Britanniques, les professeurs Wilkinson et Pickett, qui sont des épidémiologistes, économiste pour Wilkinson et anthropologue pour Pickett, qui ont consacré plus de trente années de leur carrière à étudier les inégalités sociales, leurs déterminants et leurs impacts sur la santé. Cette étude a fait l'objet d'un livre « The spirit level, Why equality is better for everyone », qui pourrait se traduire : Le niveau de l'esprit, Pourquoi l'égalité est mieux pour tout le monde. Vous pouvez également accéder à

un résumé en Français de ces travaux sur le site internet :

www.equalitytrust.org.uk et recueillir toutes les informations sur l'origine des données statistiques (OMS, OCDE, Banque mondiale, UNICEF) et sur la construction des indicateurs utilisés dans l'étude.

Wilkinson et Pickett ont mis en évidence un certain nombre de choses, au premier rang desquelles, les limites de ce que la croissance économique peut apporter au monde et au bien être des hommes. Depuis des siècles, la meilleure façon d'améliorer la qualité de la vie, fut mesurée par notre capacité à améliorer nos

standards de vie matériels. Les bonnes périodes de l'histoire ou de la vie des hommes ne furent appréciées qu'en termes d'abondance. Mais pour la grande majorité des habitants des pays développés, les

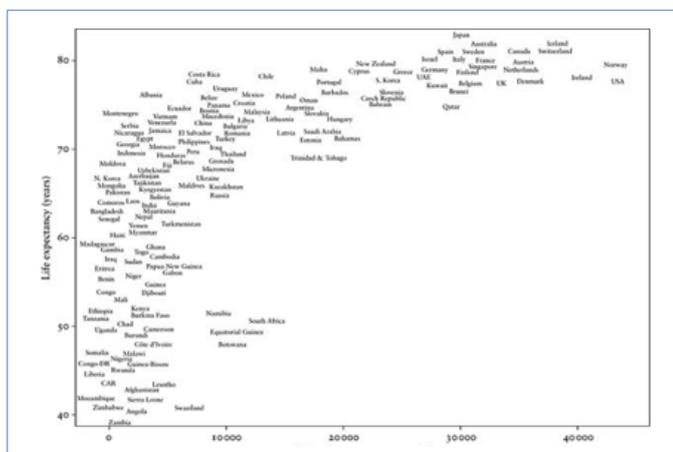
difficultés de la vie ne résident plus dans leur capacité à remplir leurs estomacs, à avoir accès à l'eau potable, ou à disposer de l'électricité. Autant de choses que l'on considère comme acquises et normales maintenant. Pour beaucoup d'entre nous, nous souhaiterions d'ailleurs beaucoup moins abuser de l'abondance de la nourriture ! Mais la croissance économique, principal facteur de progrès dans les pays riches, a cessé aujourd'hui d'agir en tant que tel. Non seulement les mesures de bien être et de bonheur ont cessé de progresser avec la croissance économique, mais au fur et à mesure que les pays développés s'enrichissaient, les taux d'anxiété, de dépressions et d'autres problèmes sociaux, n'ont cessé d'augmenter, provoquant de nombreux déséquilibres sociaux. Je vais vous présenter des données et vous expliquer pourquoi les liens que je vais vous exposer existent.

“ *Le niveau de l'esprit,
Pourquoi l'égalité est mieux
pour tout le monde* ”

”

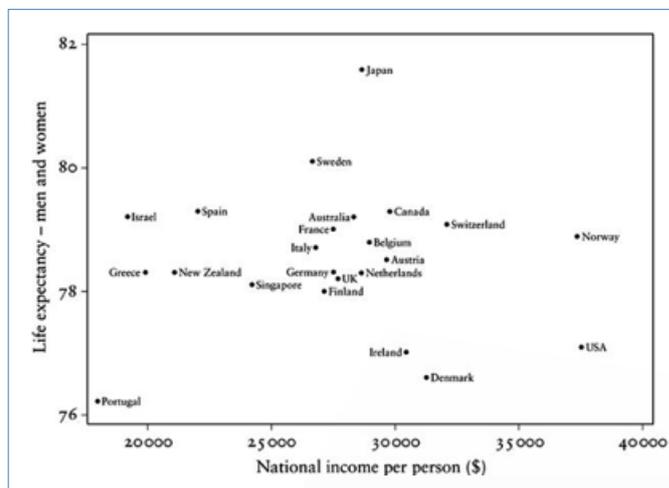
LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

Commençons d'abord, avec un **paradoxe**.
Graphique espérance de vie par rapport au revenu national par habitant



Si l'on regarde ce graphe, il nous montre l'espérance de vie des habitants par rapport au revenu national par habitant, à différents stades du développement économique des pays. On voit qu'en phase de développement l'espérance de vie augmente rapidement et que progressivement cette relation entre la croissance économique et l'espérance de vie s'amenuise, pour se tasser et stagner à partir d'un certain niveau de revenu par habitant, que l'on peut situer aux alentours de 25 000\$ (NC 33 800\$ en 2008, pour une espérance de vie de 76 ans). Cela démontre que pour certains pays développés, l'accroissement de la richesse économique n'augmente en rien l'espérance de vie, ou la santé.

On pourrait penser que c'est parce que l'on a atteint les limites de l'espérance de vie, mais c'est faux, tous les dix ans celle-ci augmente de deux à trois ans dans les pays riches. C'est la courbe globale qui monte de niveau, mais pas sa forme.

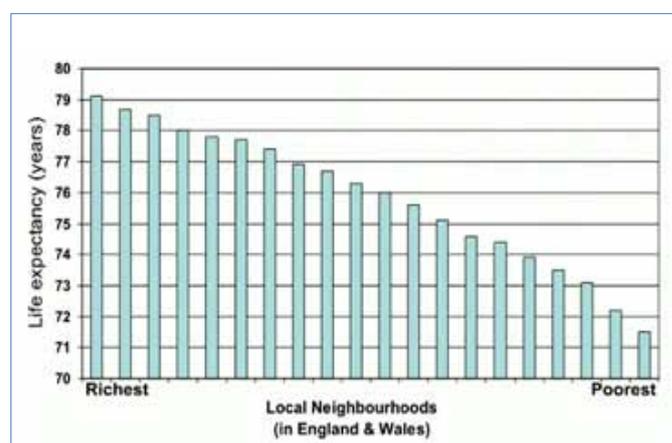


Zoomons maintenant sur les pays développés, les pays riches. Vous voyez que les pays sur la droite comme la Norvège ou les USA, sont deux fois plus riches que la Grèce, Israël ou le Portugal qui sont sur la gauche et cela n'a absolument aucune conséquence sur leur espérance de vie. Il n'y a aucune évidence d'une relation entre la richesse d'un pays par personne et l'espérance de vie de ses habitants.

La Nouvelle-Calédonie se situerait à l'intersection de 33 000\$ et 77,4 ans (2010).

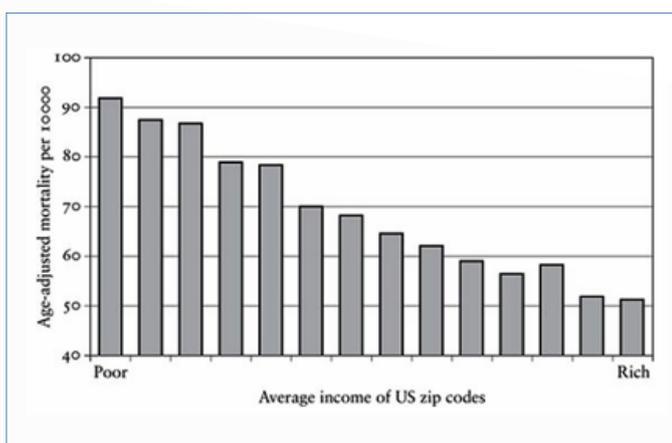
Mais par contre si nous regardons à l'intérieur même de nos sociétés, on constate des variations énormes en matière de santé, en fonction de la répartition des richesses. Les personnes les plus aisées tendent à être en meilleure santé et donc vivent plus longtemps que les personnes les moins aisées.

Sur ce graphique, vous avez en abscisse, la répartition des richesses par tranche, aux Etats-Unis, l'un des pays les plus sophistiqués médicalement au monde et en ordonnée, le taux de mortalité de chacune de ces tranches de revenus. On constate que les plus riches au même âge, ont un taux de mortalité pour 1000, près de deux fois inférieur que les plus pauvres.



Si l'on regarde sur cet autre graphique, l'Angleterre et le Pays de Galles, on constate que l'espérance de vie des plus riches est de 8 ans supérieure à celle des plus pauvres.

Donc, **la répartition des richesses a des impacts importants à l'intérieur même de nos sociétés et quasiment aucune influence d'un pays à l'autre.**



LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

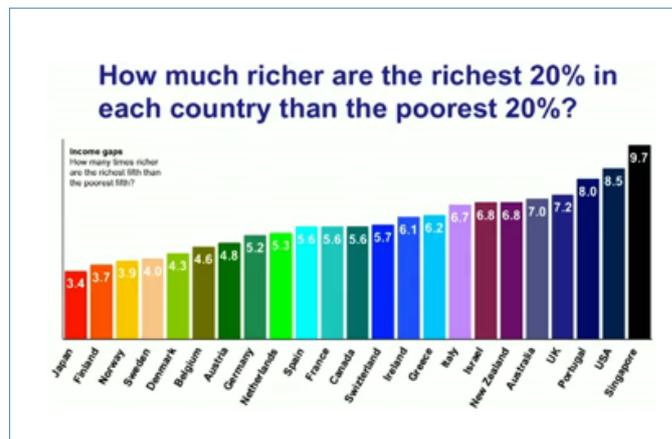
L'explication de ce paradoxe, est qu'au sein même de chaque société ce qui est important, c'est la **répartition relative des revenus**, des richesses, notre position sociale, notre statut social, nos positions les uns par rapport aux autres et la taille du fossé qui nous sépare.

Les questions qu'il faut se poser alors sont : que se passe-t-il, si nous creusons ces différences ? Ou au contraire si nous les compressons pour les diminuer ?

Si nous rendons ces différences de revenus plus importantes, ou moins importantes ?

C'est ce que nous allons regarder maintenant, non pas sur la base de données hypothétiques, mais sur la base de données venant des Nations Unies, qui sont les mêmes que celles de la Banque Mondiale, sur les différences de revenus dans les pays riches, au fonctionnement démocratique. Les mesures qui ont été utilisées, ont été choisies parce qu'elles sont faciles à comprendre et vous pouvez les récupérer vous-même sur le net. Nous allons regarder une mesure connue que l'on appelle **le rapport inter quintile**.

Il mesure combien de fois les 20% de la population les plus riches, sont plus riches que les 20% de la population les moins riches.



Vous voyez, dans les pays les plus égalitaires, le Japon, la Finlande, la Norvège, les 20% les plus riches, sont trois à quatre fois plus riches que les plus pauvres. Mais sur la droite, dans les pays les plus inégalitaires, Portugal, USA, Singapour, le rapport est deux fois supérieur. Les plus riches sont 8 à dix fois plus riches que les plus pauvres.

La question que vous vous posez est : où se situerait la Nouvelle-Calédonie sur ce graphique ? La réponse est : à droite, en deuxième position, car notre rapport inter quintile était de 9,4 en 2008.

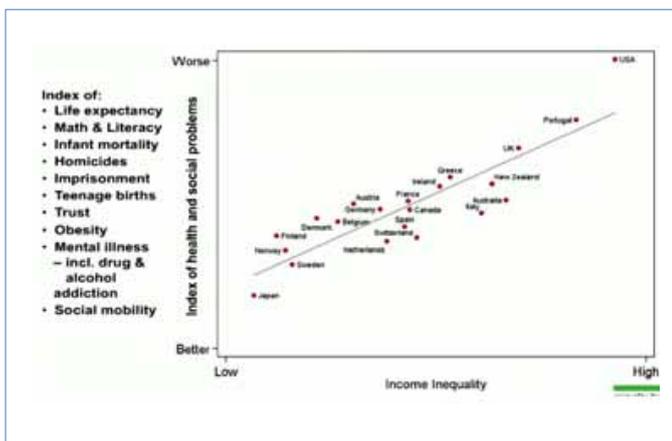
Selon cette mesure, nous sommes dans un pays deux fois plus inégalitaire que beaucoup d'autres démocraties développées.

Maintenant regardons **les conséquences** que cela peut avoir sur la société en général.

L'étude a collecté des données sur **différents indicateurs sociaux** et le type de problèmes qui sont communs au bas de l'échelle sociale, sont l'espérance de vie, les taux de réussite scolaire en math et en lettres, la mortalité infantile, le taux de criminalité, le taux d'emprisonnement, les naissances chez les adolescents, le niveau de confiance entre classes sociales, l'obésité, les maladies mentales en y incluant les phénomènes d'addiction, la mobilité sociale.

Elles ont été mises dans un seul indice et sont pondérées de façon égale, en relation avec cette mesure d'inégalité dont nous avons parlé juste avant et que l'on utilisera encore dans cette présentation.

Zoomons un peu.

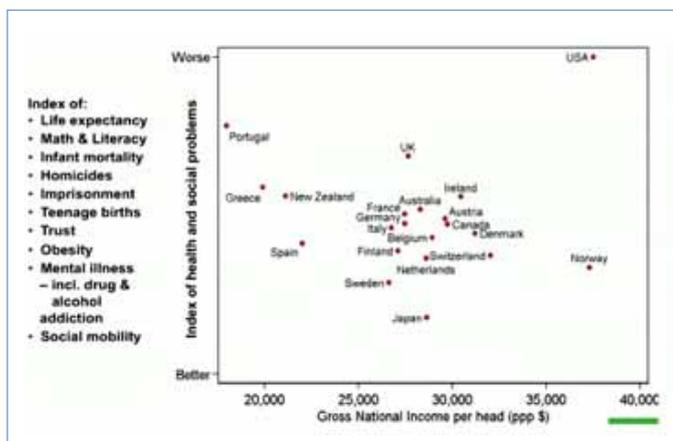


Les pays les plus inégaux en termes de répartition des richesses, que vous voyez sur la droite du graphe, ont les plus mauvaises performances sur la plupart de ces problèmes sociaux.

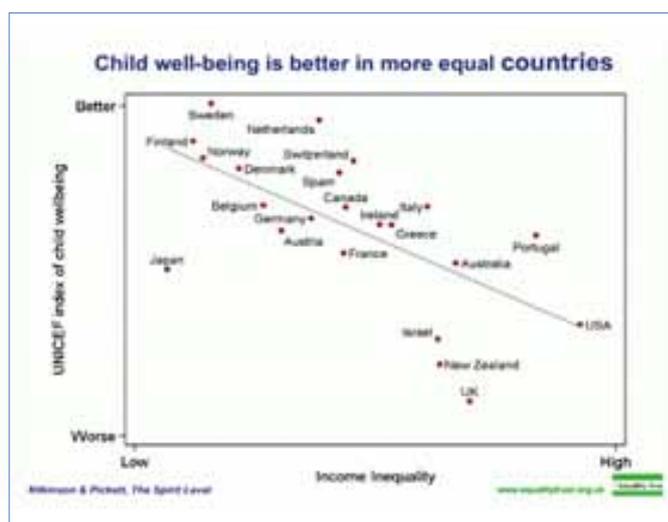
On constate une incroyable corrélation.

LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

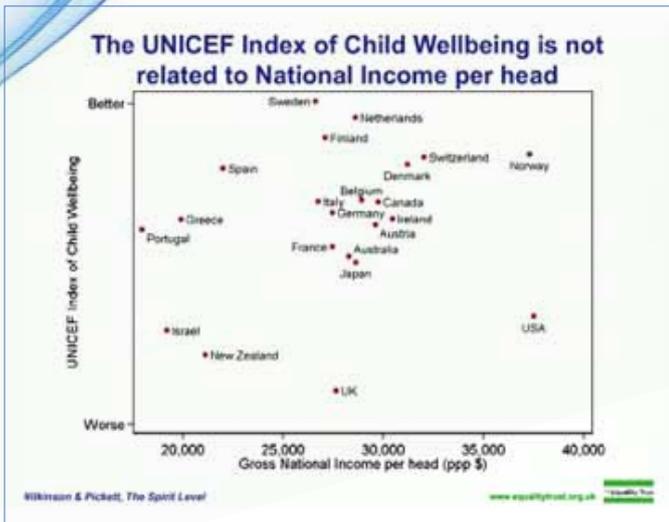
Mais si vous regardez, sur le graphe suivant, le même indice des problèmes sociaux et de santé en relation avec les inégalités dans la répartition des richesses, mais avec le Produit National Brut par habitant, c'est-à-dire le niveau de richesse par habitant, il n'y a rien, plus de corrélation, autrement dit, la progression de la richesse par habitant, la croissance économique en d'autres termes, n'est pas une mesure de la performance des indicateurs sociaux d'un pays.



Les auteurs de cette étude étaient un peu inquiets que l'on puisse penser qu'ils auraient pu choisir les indicateurs et ainsi fabriquer les preuves de leur démonstration, alors ils ont aussi regardé l'indice de l'UNICEF, sur le bien-être des enfants. Cet indice a 40 différentes variables. Il y a des choses comme la capacité des enfants à parler à leurs parents, l'accès à leurs parents, s'ils ont des livres à la maison, les taux d'immunisation contre la maladie, s'ils sont heureux à l'école, 40 variables rentrent en ligne de compte et voilà ce que cela donne par rapport à la même mesure d'inégalités de revenus.



Les enfants vont plus mal dans les sociétés les plus inégalitaires.



Tout ce que les données nous montrent jusqu'à présent, nous disent les même choses, en moyenne, **le bien être de nos sociétés, la santé des gens ne sont plus dépendant de la richesse d'un pays et de sa croissance économique, en tous cas pour les pays déjà développés, les pays riches.** C'est effectivement très important dans les pays pauvres ou en voie de développement, mais pas dans les pays développés, les pays riches.

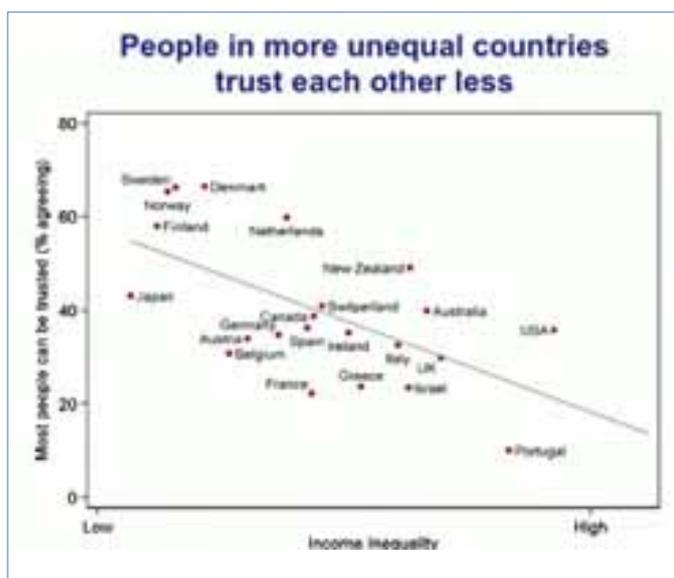
Par contre, **ce qui importe**, ce sont **les différences de revenus à l'intérieur d'un pays même**, mais également les différences de revenus entre les pays.

Regardons maintenant d'autres indicateurs. Ici par exemple, vous avez le niveau de confiance entre les gens. Très important, car c'est une mesure de la perception de justice entre les gens.

C'est une mesure de la portion de la population qui pense qu'elle peut avoir **confiance** dans la population qui constitue son propre pays. C'est une mesure de la confiance de la relation avec les gens qui nous entourent, indispensable pour la cohésion sociale, toujours en rapport avec cette répartition des richesses. Ce sont des données qui viennent de l'enquête sur les valeurs mondiales (World Values Survey).

LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

Mais encore une fois, graph suivant, si vous regardez le bien être des enfants par rapport au revenu national par habitant, plus aucune relation là, pas de distribution corrélée des données. Donc, la richesse d'un pays par habitant, n'est pas une garantie de bien être supérieur pour les enfants.

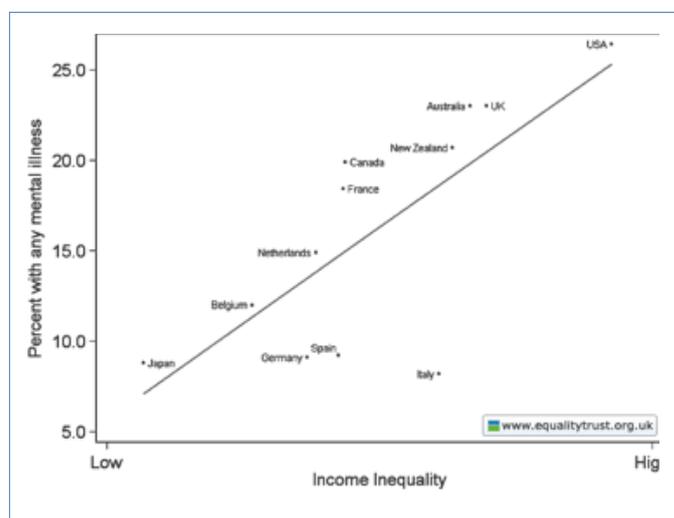


Vous voyez que sur la partie la plus inégalitaire à droite c'est 15% de la population qui pense qu'elle peut faire confiance aux autres, mais que dans les sociétés les plus égalitaires, ce taux de confiance monte à 60, 65%.

Et si vous regardez la mesure de l'engagement des gens dans la vie de la communauté, le capital social, vous avez des résultats très similaires, très liés aux inégalités.

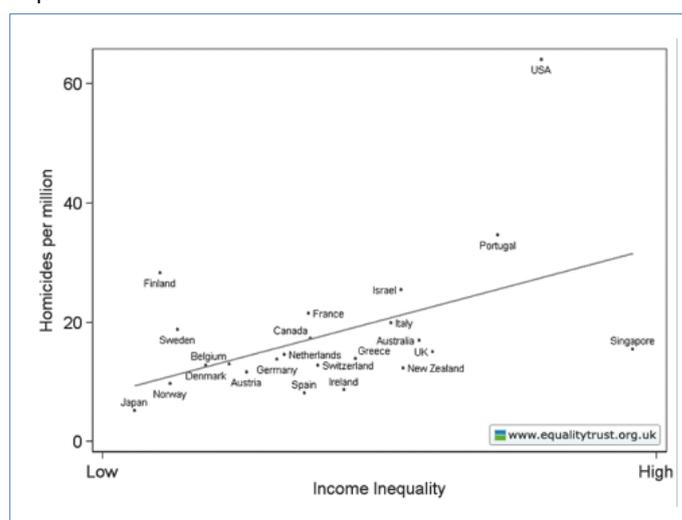
Cette étude a été faite deux fois, d'abord sur les pays développés et ensuite pour vérifier les résultats sur les 50 états des Etats-Unis d'Amérique et les résultats sont très similaires.

Le graphe suivant est un regard sur les maladies mentales



Les données sont tirées d'échantillons pris au hasard, pour comparer les taux de maladies mentales dans chaque société. Et cela va de 8% jusqu'à plus de 3 fois ce taux et encore, des résultats en rapport avec les inégalités.

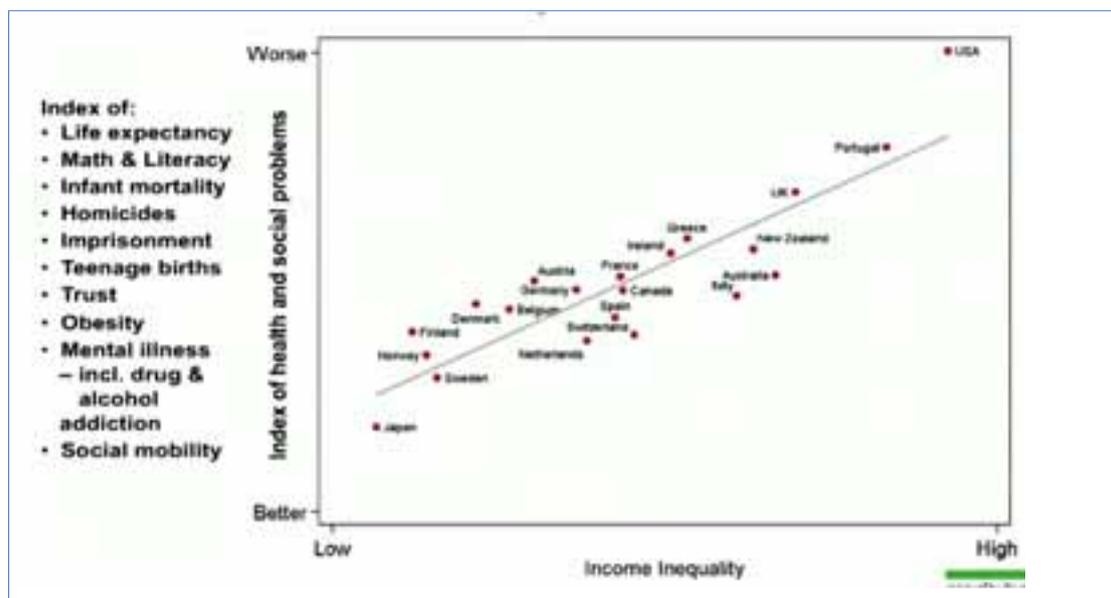
Regardons la violence, avec le taux d'homicide par million.



On constate là aussi une relation avec les inégalités de revenus et cela va de 5 homicides par million au Japon, à 37 au Portugal et à plus de 60 aux Etats-Unis.

LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

Revenons à ce graphique que nous avons regardé plus tôt, pour faire deux remarques :



La première est que graphe après graphe, le constat que nous pouvons faire est que les pays qui se portent les plus mal, quelque soit l'indicateur regardé, semblent être ceux où les inégalités dans la répartition des richesses sont les plus grandes et que ceux qui se portent le mieux sont le Japon et les pays Nordiques, où les inégalités sont les moins importantes.

Ce que nous constatons est qu'il y a un rapport entre disfonctionnement social et inégalités dans la répartition des richesses.

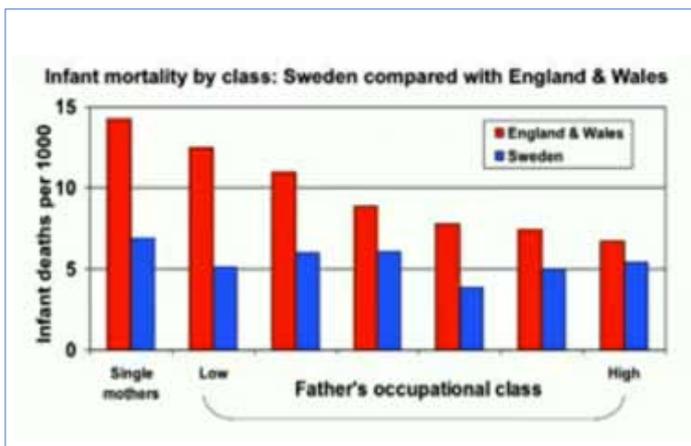
La deuxième remarque, c'est que si vous regardez le bas du graphe, des pays comme la Suède et le Japon, sont des pays très différents l'un de l'autre. Pourtant ils sont très proches sur ce graphe et néanmoins, ils ont des différences notoires. La Suède est un pays où il y a d'énormes différences dans les salaires. Elle réduit l'écart grâce à l'impôt et aux avantages sociaux qu'elle octroie à ses concitoyens. Le Japon est assez différent, pour commencer, les écarts de salaires avant impôts ne sont pas si importants, le niveau d'imposition est plus faible,

mais le niveau des avantages sociaux aussi. Une analyse des états Américains produit des résultats similaires. Il y a des états qui se débrouillent très bien grâce à leurs systèmes de redistribution. D'autres, parce que les écarts de revenus avant impôts sont très faibles. Quelles que soient les méthodes utilisées, ce qui compte est de réussir à diminuer les inégalités dans la répartition des revenus.

Un des autres faits marquants de cette étude, est que ce ne sont **pas seulement les pauvres qui sont affectés par les inégalités**. Tous les graphes que nous avons regardés se concentraient sur les pays développés, les pays les plus riches de la planète.

D'autres études ou données nous permettent de comparer comment les gens sont concernés par ces phénomènes sociaux dans des pays assez proches les uns des autres et ce, à différents niveaux de l'échelle sociale.

Vous voyez ici juste un exemple de mortalité infantile, que l'on peut comparer parce que les Suédois mesurent leurs taux de mortalité infantile selon la classification du registre socioéconomique général de la Grande Bretagne.



C'est une classification qui se fait par rapport à l'occupation des pères, donc les parents célibataires sont traités à part, mais là où l'on parle des classes sociales les plus défavorisées, il s'agit des ouvriers non qualifiés, des occupations manuelles, puis ça progresse vers les occupations manuelles qualifiées vers le milieu, puis les non manuels, vers les professions qualifiées, docteurs, avocats, directeurs de sociétés. Vous voyez là, que la Suède se porte mieux que la Grande Bretagne en termes de mortalité infantile, à tous les niveaux de l'échelle sociale. Les plus grandes différences sont au bas de l'échelle, démontrant encore que l'on a plus de chance en se situant au haut de l'échelle sociale, avec plus de revenus.

Toutes les autres études qui ont été faites, couvrant l'éducation, la santé, aux USA ou internationalement, démontrent la même chose. Plus les inégalités de revenus sont grandes, plus cela fait une différence au bas de l'échelle, mais également, dans des proportions moindres en haut de l'échelle sociale.

Mais si l'on a vu les chiffres, les évidences des impacts sociaux provoqués par les inégalités de revenus, il faut aussi parler des effets psychologiques, ou plus précisément des effets psychosociaux de ces inégalités.

- ▶ Les sentiments de supériorité ou d'infériorité qui se créent entre les différentes catégories de la population ;
- ▶ Les sentiments de valorisation ou de dévalorisation dans la société ;
- ▶ Les sentiments de respect ou de mépris

LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

Et bien sur, les rapports que cela génère, la course à la concurrence entre les personnes, se traduit par des excès de consumérisme dans notre société de consommation. Cela mène aussi au sentiment d'insécurité chronique. Nous sommes plus préoccupés par la façon dont nous sommes vus ou perçus par les autres. Les jugements de valeur à connotation sociale augmentent et la peur de ces jugements avec. « On va porter sur moi un jugement condescendant, parce que je suis un petit ouvrier, un petit artisan », ce style de peur.

Il est intéressant de constater qu'au cours de travaux effectués en parallèles sur la psychologie sociale, des chercheurs ont répertorié 208 études, dans lesquelles des volontaires avaient été invités à subir des tests en laboratoires, pour soumettre leurs hormones de stress à des tests, afin d'en mesurer les résultats. Ce qui les a intéressés est de voir le type de stress qui fait augmenter systématiquement le niveau de cortisol, l'hormone centrale du stress.

La conclusion fut que, c'était les tâches qui comprenaient une menace à caractère social, des menaces à l'estime de soi, ou au statut social, à travers lesquelles d'autres peuvent juger votre performance de façon négative. Nous savons par ailleurs que le psychisme influence le corps et la santé, c'est médicalement prouvé.

Le stress affecte notre système nerveux, qui à son tour amenuise nos défenses immunitaires et peut se traduire en maladies cardiovasculaires, en cancers et autre accélération du vieillissement. Imaginez le coût du stress sur la société !

QUELLES CONCLUSIONS TIRER DE TOUT CELA ?

Nous avons constaté qu'à partir d'un certain niveau de développement, dans les pays riches, la croissance économique ne conduit plus à l'amélioration des conditions sociales et du bien être des populations. Elle contribue souvent à augmenter le fossé des inégalités et de la répartition des richesses au sein de cette même société. Nous avons ensuite pu constater combien ces inégalités contribuaient au dysfonctionnement social des sociétés à travers l'étude de différents indicateurs.

Gardons en tête que le rapport inter quintile de la Nouvelle-Calédonie, indicateur utilisé pour mesurer les inégalités dans la répartition des richesses, est très élevé et interrogeons nous pour savoir si là n'est pas la raison d'un certain malaise social en Nouvelle-Calédonie et la difficulté majeure à construire la citoyenneté calédonienne et la communauté de destin.

2. QUELLES CLÉS POUR RÉDUIRE LES INÉGALITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES ?

Préserver la cohésion sociale doit être un objectif prioritaire, mis en œuvre dans les politiques sociales, économiques, culturelles et d'aménagement. Situer la cohésion sociale au cœur des politiques publiques porte une vision du développement fondée sur les valeurs d'équité, de solidarité, de « capacitation » qui a comme finalités explicites le « vivre ensemble », la lutte contre les exclusions et les discriminations, ou encore l'épanouissement de tous les êtres humains, et intègrent des actions en faveur du lien social, entre générations, entre groupes sociaux, entre quartiers, entre territoires, en faveur de la formation tout au long de la vie, de l'accès à l'emploi, pour l'amélioration du cadre de vie.

2.a. Synthèse des ateliers 1 et 2 : Quelles clés pour réduire les inégalités socio-économiques ?

Méthodologie : L'objectif global de l'atelier est de concevoir un programme de réduction des inégalités qui soit global, cohérent et hiérarchisé.

Pour concevoir ce programme de réduction des inégalités, il faut identifier les différentes facettes des inégalités et les leviers d'action.

- ▶ La première interrogation est de savoir quelles sont les principales inégalités qui affectent la cohésion sociale en Nouvelle-Calédonie, c'est-à-dire qui empêchent le sentiment d'appartenance à une même société ?
- ▶ La seconde phase consiste à trouver les moyens réduire ces inégalités.

ATELIER 1

Equité sociale: Egalité dans l'accès aux besoins fondamentaux

1. LA COLONISATION SOURCE D'INÉGALITÉS :

La colonisation serait une des sources des inégalités socio-économiques actuelles.

La question de la décolonisation pour réduire les inégalités est donc posée et différentes pistes sont évoquées :

- ▶ Par les contrats de développement: réduction des inégalités géographiques et sociales
- ▶ Renforcer l'attractivité des communes hors du Grand Nouméa et décentraliser les services
- ▶ Construire une société dans laquelle les inégalités ne sont plus le reflet de l'appartenance communautaire
- ▶ Sentiment d'égalité face au système et à ses normes
- ▶ Déconstruire les logiques qui animent les systèmes : ne pas se contenter de l'adaptation « tropicalisante ». Difficultés de reformulation. Découvrir la culture de l'autre. Revisiter la diversité culturelle.
- ▶ Valoriser collectivement les identités individuelles
- ▶ Créer ses propres repères, ses propres valeurs: ne pas lier réussite sociale et travail salarié.
- ▶ Ne pas rompre la solidarité traditionnelle

2. QU'EST-CE QUE LA CITOYENNETÉ ?

La question de la définition strictement juridique ou au contraire, plus large, de la citoyenneté est débattue.

Sont ainsi évoqués :

- ▶ La nécessaire reconnaissance de l'autre: spécificité et identité culturelle
- ▶ L'aspect juridique (droit de vote) qui ne peut définir à lui seul la citoyenneté
- ▶ L'engagement dans la vie de la cité
- ▶ La problématique du double-statut (droit particulier et droit commun) qui entraîne, par exemple, une inégalité d'accès à la justice et à la réparation en fonction du statut

3. LES VECTEURS DE COHÉSION SOCIALE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ D'ACCÈS AUX BESOINS FONDAMENTAUX :

3.a Accès à des habitats décents et adaptés aux modes de vie et à la taille des foyers :

- ▶ **Sécuriser les ayants droits foncier en particulier sur terres coutumières**
 - Sécuriser les ayants droits foncier en particulier sur terres coutumières
 - Fonds de garanti sur terres coutumières pour permettre l'accès aux prêts bancaires (à élargir aux questions de développement économique)
 - Imaginer des outils juridiques pour sécuriser les investisseurs sur terres coutumières
 - Créer des systèmes de garanties mutuelles
 - Faciliter la bancarisation des populations, par exemple avec des banques coopératives

▶ Assurer l'accès à l'eau, l'électricité et à l'assainissement

- Obliger les constructions à des normes d'hygiène et de services minimales
- Avoir une meilleure gestion des eaux usées

▶ Limiter le prix de l'immobilier et du foncier

- Ne pas systématiser l'application des normes européennes aux constructions calédoniennes
- Créer un système de normes de construction adapté à la Nouvelle-Calédonie

▶ Inscrire les opérations d'habitat dans une planification d'ensemble

- Prévoir les équipements publics en amont
- Adopter des approches d'adaptation des quartiers à la culture néocalédonienne (plus d'espaces verts, jardins horticoles partagés, riches en espaces publics de qualité, lieux de rencontre...)
- Assurer la coordination transport urbanisme

▶ Construire plus de logements pour répondre aux besoins démographiques et sociaux (dessalement des ménages)

- Maîtrise du foncier au niveau des collectivités
- Offrir plus de leviers (financiers ou juridiques) et de compétences institutionnelles aux communes pour recevoir plus de logements: développer des outils financiers
- Améliorer la perception des logements aidés pour une meilleure acceptation sociale
- Imaginer des outils réglementaires pour mettre en place des logements sociaux sur toutes les communes
- Mettre en œuvre des programmes sur les communes de l'ensemble du territoire

- Développer la culture des projets (promouvoir les PEL) et de parcours résidentiels

▶ Créer des outils au service de la jeunesse

- Mettre en place des foyers de jeunes travailleurs et des résidences sociales

▶ Décentraliser les services du Grand Nouméa: rapprocher les lieux d'emploi et les bassins de vie

- Créer des services et des emplois hors du Grand Nouméa...
- Renforcer un réseau de transport public pour faciliter les déplacements

3.b Accès à un revenu minimum décent (qui permet d'accéder aux besoins fondamentaux) et une meilleure redistribution des richesses

3.c Un meilleur accès au soin, une prévention accrue, une protection sociale universelle et pérenne, assurer la pérennité du système de santé

▶ Transférer la totalité de la compétence santé à la Nouvelle-Calédonie

- Etablir un système de santé unique
- Transférer les fonds provinciaux destinés à la santé au gouvernement de la Nouvelle-Calédonie

▶ Cibler les efforts sur la formation et la prévention

- Travailler en étroite collaboration avec les populations
- Créer des bénévoles de santé et des relais
- Former

▶ Reconnaissance du pluralisme des systèmes et conception de la santé (médecines traditionnelles)

- Former les personnels de santé aux différences de conceptions de la santé
- Valoriser l'usage des plantes médicinales

3.d Accompagner les personnes en situation de handicap et d'exclusion

ATELIER 2

Équité sociale : Égalité d'accès à l'éducation, la formation, l'emploi

Les vecteurs de la cohésion sociale en matière d'égalité d'accès à l'éducation, la formation, l'emploi et aux sources de revenus évoqués lors de l'atelier sont les suivants :

1. PERMETTRE UNE RESSOURCE MINIMUM POUR TOUS PERMETTANT DE RÉPONDRE AUX BESOINS FONDAMENTAUX

- ▶ Encourager la prise de risque et le travail
- ▶ Mieux redistribuer les revenus par la fiscalité directe et indirecte
 - Rééquilibrer la fiscalité du travail et du capital
- ▶ Maîtriser le coût du travail
- ▶ Favoriser la concurrence
- ▶ Encourager l'investissement local
- ▶ Favoriser la maîtrise des prix
 - Désindexation ?
 - Dévaluation ?

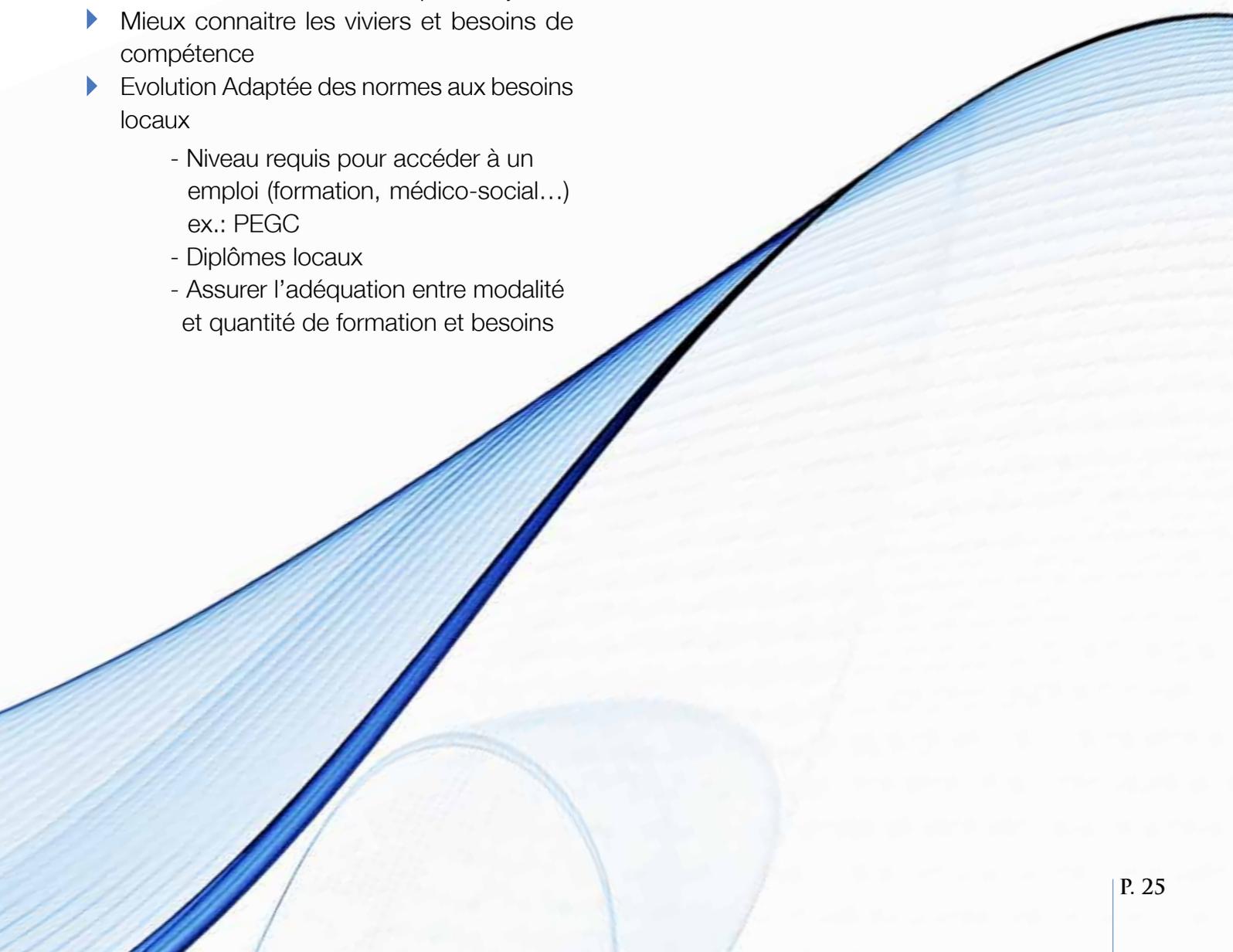
2. PERMETTRE UNE MEILLEURE PRISE EN COMPTE DES POPULATIONS CONCERNÉES PAR L'ÉCONOMIE VERNACULAIRE ET RURALE

3. UN SYSTÈME ÉDUCATIF CALÉDONIEN EFFICACE, CREUSSET DE LA MOBILITÉ SOCIALE ET DE L'ÉGALITÉ DES CHANCES EN TOUT POINT DU TERRITOIRE

- ▶ Une école portée par les populations locales
Enseignement des langues kanak comme vecteur de réussite et de cohésion
- ▶ Mutualisation des moyens d'orientation
- ▶ Concevoir un projet éducatif calédonien innovant et efficace
 - Formation des enseignants
 - Introduction d'équipements numériques dans toutes les écoles
 - Un système capable de former les cadres de demain pour le pays
- ▶ Favoriser l'immersion prof.



4. FAVORISER L'ADÉQUATION FORMATION – EMPLOI

- ▶ Politiques de soutien aux activités vernaculaires
 - Mieux valoriser le statut des travailleurs agricoles
 - Mise en valeur du foncier coutumier (solutions à modéliser)
 - ▶ Mieux structurer le développement local Favoriser les filières professionnelles et techniques sur secteurs porteurs Dont filière agricole
 - ▶ GSMA
 - ▶ Favoriser l'auto-entreprise
 - ▶ Favoriser la formation en alternance qualifiante
 - Modèle des ALEP
 - ▶ Valoriser les savoir-faire artistiques des jeunes
 - ▶ Mieux connaître les viviers et besoins de compétence
 - ▶ Evolution Adaptée des normes aux besoins locaux
 - Niveau requis pour accéder à un emploi (formation, médico-social...) ex.: PEGC
 - Diplômes locaux
 - Assurer l'adéquation entre modalité et quantité de formation et besoins
- 

LE LIEN SOCIAL, CIMENT DE LA COHÉSION SOCIALE ?

Comme cela a été dit en introduction, la réduction des inégalités socio-économique est une condition nécessaire à la cohésion sociale. Mais elle n'est pas suffisante. Un lien social fort et pérenne est un élément fondamental de la cohésion sociale. Le lien social désigne ici un désir de vivre ensemble, de relier les individus dispersés, d'une cohésion plus profonde de la société. Cette notion est au fondement de la citoyenneté tant l'homme est, dès sa naissance, lié aux autres et à la société non seulement pour assurer sa protection face aux aléas de la vie, mais aussi pour satisfaire son besoin vital de reconnaissance, source de son identité et de son existence en tant qu'homme.

1. MYTHES FONDATEURS ET CRÉATIONS SYMBOLIQUES D'UNE IDENTITÉ PARTAGÉE : EXEMPLES CROISÉS POUR SERVIR LA RÉFLEXION CALÉDONIENNE

PAR CHRISTOPHE SAND, ARCHÉOLOGUE ET DIRECTEUR DE L'INSTITUT D'ARCHÉOLOGIE DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE ET DU PACIFIQUE.

Christophe Sand tient tout d'abord, au travers d'un « geste coutumier » à se présenter et à s'excuser de certains de ces propos qui « risquent certainement de poser problème et éventuellement de choquer », bien que cela ne soit pas le but. Après avoir défini le concept du « mythe d'origine »

comme le socle du lien social de l'Etat nation et comme résultat d'un « choix hautement politique et symboliquement libérateur, sans préoccupation pour une vérité historique, » Christophe nous

“ *choix hautement politique et symboliquement libérateur, sans préoccupation pour une vérité historique* ”

présente des exemples choisis. Il développe ainsi successivement la construction républicaine du mythe fondateur

gaulois en France, du mythe d'origine de la confédération suisse, et en Océanie, il évoque les cas des îles Fidji, de la Nouvelle-Zélande. Il développe ensuite sa théorie sur la Nouvelle-Calédonie.

L'OBJECTIF ET LA DÉMARCHE DE LA CRÉATION D'UN MYTHE FONDATEUR

L'objectif est de donner des racines idéalisées afin de démontrer souvent qu'il n'y a pas de naissance mais simplement un réveil ou une renaissance du peuple et de sa nation définie comme intemporelle. La démarche consiste à trouver dans un processus « d'invention de la tradition » un récit légitimant l'occupation d'un territoire, créant une cohésion sociale et suscitant la fierté d'être citoyen.

Le mythe d'origine, en fait, est apparu dans tous les travaux théoriques sur les fonctionnements des Etats nations comme étant le socle sur lequel se fait symboliquement la cohésion sociale.

La construction du mythe ne se fait pas en s'appuyant sur une vérité historique scientifique mais sur une manipulation de concepts et d'évènements historiques.

■ L'exemple de la France

En France, c'est la peur de l'ennemi germanique et la défaite de 1870 qui permettent de mettre en avant la théorie de « Nos ancêtres les gaulois » avec pour héros Vercingétorix alors que l'identité gauloise ne repose sur aucune réalité archéologique ou historique.

Christophe montre ensuite que lorsqu'un mythe d'origine comme celui-ci ne fonctionne plus (notamment à cause de l'immigration, de la fin des guerres en Europe, de la construction d'une identité européenne), le héros n'est alors plus reconnu. Le pays traverse une crise identitaire et se cherche alors de nouveaux héros tels que des footballeurs.

■ L'exemple de la confédération suisse

La découverte archéologique de sites lacustres va être utilisée au milieu du 19^e siècle pour créer une identité nationale, palliant ainsi la difficile création politique de l'Etat fédéral suisse en 1848.

La définition d'un « peuple lacustre » va être utilisée pour répondre en tous points aux attentes d'une société éclatée en recherche d'un mythe rassembleur. Ce peuple est défini comme solidaire, neutre, indépendant, simple, pacifique, travailleur, ingénieux, économe et égalitaire.

Ce schéma, créé par des scientifiques, répond tellement à ce qu'attendent les gens, qu'en une génération il est totalement approprié par les différents groupes suisses pour devenir le mythe fondateur. L'archéologie a aujourd'hui démontré que cela était faux. Le mythe n'a cependant pas été remplacé, il a seulement été redéfini, en y introduisant le concept de l'écologie, en définissant ces peuples lacustres comme proches de l'environnement.

Le mythe fondateur a simplement été adapté pour correspondre aux nouvelles attentes de la population.

Après avoir brièvement évoqué les exemples de l'Afrique du Sud, de Bahreïn et de l'Espagne, Christophe se concentre sur les mythes fondateurs en Océanie.

LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

■ Les mythes fondateurs en Océanie

Toutes les sociétés océaniques avant le premier contact européen avaient chacune une explication des raisons d'être et du fonctionnement de leur société s'appuyant sur une histoire puisée dans le passé. Cette légitimité historique a ensuite été revue après les premiers contacts européens.

Il évoque ensuite le cas de Tonga où le processus colonial a été relativement peu important. Le mythe fondateur est basé à la fois sur le Roi et sur la religion chrétienne, éléments dans lesquels toute la société se reconnaît.

Christophe explique ensuite que, dans le Pacifique, l'objectif est de créer le symbole d'un âge d'or qui préfigure une unité autochtone ancienne.

A l'arrivée des européens, par exemple, les maoris sont divisés en une série de chefferies souvent en guerre. Suivant les régions, les mythes d'origine sont complètement divers

mais tous sont basés sur l'arrivée d'une pirogue un jour avec le premier ancêtre. A la fin du 19e et au début du 20e siècle, les ethnologues anglais qui collectent ces traditions orales en font un mélange et créent une histoire qui est l'arrivée de la grande flotte maorie qui serait partie de Polynésie Centrale et qui serait arrivée sur les côtes de « Atearoa », les chefferies historiques étant descendantes de chacune de ces pirogues. Aujourd'hui, cette histoire, basée sur de multiples petites histoires, recomposée par des ethnologues occidentaux est réappropriée par les élites maories et les élites politiques autochtones comme le mythe d'origine. La manipulation occidentale de multiples histoires a créé indirectement une unité historique dont se sont saisis les Maoris, tout en sachant pertinemment que l'histoire telle qu'elle est racontée aujourd'hui est fautive, mais cela permet de créer face aux « Pakeha », l'unité maori qui n'existait pas avant l'arrivée des blancs.

■ L'exemple kanak

Les premières sociétés Kanak qui rencontrent les premiers européens, avaient toutes un mythe d'origine mais ces mythes étaient très différents au même titre que la diversité linguistique, des chefferies ou des régions Kanak. Le processus colonial va ensuite nier les droits autochtones à l'histoire. Dans l'extrême fin du 19e et toute une partie du 20e siècle, un certain nombre d'auteurs va s'évertuer à démontrer par exemple que les Kanak ne sont pas les premiers occupants, qu'il y avait des gens avant eux. La négation coloniale concerne aussi les autres communautés. Pendant un siècle une hagiographie de l'histoire coloniale va de manière extrêmement subtile, ne garder du processus colonial que les aspects valorisants, en oubliant en particulier très vite, le bagne.

Ce processus d'hagiographie coloniale ne permet pas de créer réellement une racine identitaire puisqu'il faut toujours se référer à l'hexagone. Dans les années 60-70, le réveil Kanak renverse le discours en revendiquant le droit premier et unique du premier occupant. La constitution de tout un discours pour rassembler la diversité Kanak va naître sous l'idée nouvelle de peuple Kanak, comme s'il avait toujours existé, en utilisant des mécanismes qui sont empruntés, comme ailleurs, au processus de création des symboles des états nations occidentaux inventés au 19e siècle. Le premier c'est de choisir parmi tous les différents mythes d'origine Kanak, celui qui va devenir le mythe d'origine national. C'est Téin Kanaké, dont l'avantage est qu'il comporte le mot Kanak. On élimine donc la diversité mélanésienne qui est la caractéristique

fondamentale des sociétés mélanésiennes pour créer une unité autour d'une histoire et d'un symbole qui rassemble tout le monde.

On utilise par exemple la flèche faïtière à un moment donné où il n'y en a quasiment plus et qui de plus n'a jamais été utilisée au Loyauté, sous cette forme. Le héros qui est « choisi » c'est Ataï, le symbole du héros qui après avoir essayé de comprendre les blancs finit par voir que ce n'est pas possible et finalement un peu comme Vercingétorix, va donner sa vie, en martyr, pour la cause. Dans les livres d'histoire, après la partie sur la préhistoire, celle de la société traditionnelle écrite par des kanak présente une société traditionnelle hors de l'histoire.

Plus tard, une nouvelle génération intègre des héros kanaks morts en martyrs, au moment des événements. Pourtant les jeunes Kanak d'aujourd'hui ont une méconnaissance de l'œuvre de JM. Tjibaou, sans doute parce que d'une situation d'affrontement nous sommes passés à une situation plus équilibrée. Le nouveau héros est donc davantage Christian Karembou que JM. Tjibaou.

Ce processus a abouti à une très profonde réussite : le concept de peuple Kanak est inscrit dans la Constitution française et c'est pourtant une structure de personnes avec 28 langues, des dizaines de chefferies et des traditions orales guerrières. Cet objectif n'est pas atteint uniquement d'un point de vue politique mais également dans le quotidien de l'immense majorité des Kanak qui se reconnaissent dans ce mythe fondateur.

LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

Les autres communautés calédoniennes

Les symboles identitaires Kanak revendiqués par le peuple Kanak dans le cadre de la construction n'incluent pas les non-kanak. Ils sont parfois associés, par exemple dans le Mwaka mais celui-ci reste avant tout un symbole qui est approprié par les Kanak.

Les autres groupes se sont inventés ou ont renforcé leurs symboles identitaires.

Dans chacune des communautés, une revendication existe pour que les autres reconnaissent sa spécificité. Cette revendication passe par un processus de réappropriation de son histoire, la vraie. Les Javanais, les Japonais, les Vietnamiens, les Arabes, sont dans ce processus tandis que les « Caldoches » ont un peu plus de difficultés à le faire.

“*Les autres groupes se sont inventés ou ont renforcé leurs symboles identitaires*”

Ce processus se fait parallèlement et non pas avec l'évolution de la société Kanak.

Malheureusement, plus vous créez de boîtes, moins vous pouvez faire émerger une cohésion sociale.

La question est de dépasser, ce qu'il est convenu d'appeler aujourd'hui avec les deux drapeaux, les deux légitimités qui n'arrivent pas à trouver le

drapeau commun parce qu'il y a une absence symbolique d'un lien partagé qui transcenderait la situation actuelle.

CONCLUSION

Ce n'est donc pas l'économie, le travail, l'emploi, la redistribution des richesses qui suffira à créer les conditions nécessaires à une cohésion sociale et une unité mais il faut des référents symboliques communs. C'est ce qui fait le ciment, nécessaire pour ne pas avoir une guerre civile. Cette construction identitaire, contrairement à ce qui pourrait sembler une évidence, est avant tout un processus politique :

les dirigeants doivent définir la feuille de route, prendre un certain nombre d'initiatives, bousculer des évidences pour aller de l'avant.

Ce n'est pas la société civile qui a les ressorts pour pouvoir poser des questions identitaires car cela nécessite de « se faire violence » : c'est douloureux de changer. Cela donne l'illusion ou le sentiment qu'en allant vers l'autre on perd une partie

de soi, en donnant des symboles communs on perd une part de son identité, sa spécificité, dans quelque chose qui devient supra moi ou nous. Veut-on faire émerger 2 histoires, avec 2 peuples? Ou va-t-on transcender les différences symboliques pour se créer un nouveau mythe fondateur qui n'annihile pas les référentiels culturels des uns et des autres mais qui transcende ces différents référentiels pour créer une « unité nationale » ?

Ce mot peut faire peur mais la citoyenneté c'est cela : un nouveau mythe fondateur nécessairement puisé dans le passé réel ou imaginaire du pays, qui soit revendiqué en commun par les citoyens de ce pays.

Au-delà de l'aspect économique et social, l'aspect symbolique, très fortement politique, doit être pris en compte par les Calédoniens dans la constitution de leur avenir.

Les hommes ont besoin de symboles.

L'école est l'endroit où ces symboles identitaires communs peuvent être transmis. L'ensemble des enfants calédoniens doivent reconnaître un rôle à l'école en se dégageant notamment du concept idéologique, pour certains, que l'école c'est colonial. Ces nouveaux symboles ne peuvent être transmis que par l'école calédonienne. Le corps enseignant a donc une responsabilité nouvelle : se projeter dans une école calédonienne.

Un deuil collectif du passé doit émerger ainsi qu'une valorisation du patrimoine ancien. Une

identité partagée ça ne peut se construire que sur des référents historiques partagés.

Par exemple, sur toutes les photos du bagne calédonien il y a toujours des Kanak, ils sont

totallement partie prenante du système du bagne calédonien, cela fait partie de leur histoire, bien qu'ils pensent que cette histoire ne les concerne pas. Autre exemple, le processus qui est en cours autour de la supposée tête du grand chef Ataï semble, au-delà de savoir si c'est la vraie ou la fausse ce qui en fait n'est pas un problème, reposer plutôt sur ce processus du deuil. Le jour où cette tête reviendra, on fermera une porte. C'est à dire qu'on fermera quelque chose qui a « pourri » une partie de notre passé commun pour pouvoir se projeter vers l'avenir, et c'est dans ce processus-là qu'on avance. Ce n'est pas de l'ordre de la précision scientifique, mais du symbole.

Et donc, je ne pouvais pas en tant qu'archéologue terminer autrement : peut être qu'un jour, nos livres d'histoire calédoniens commenceront par « nos ancêtres les Lapita » !

“ *La citoyenneté c'est [...] : un nouveau mythe fondateur nécessairement puisé dans le passé réel ou imaginaire du pays* ”

2. LES LIEUX D'ÉCHANGES, SYNTHÈSE DES ATELIERS

L'objectif des ateliers est de définir les vecteurs de la cohésion sociale en matière de lieux d'échange (école, entreprise, associations, quartiers, espaces publics, lieux de culte, lieux culturels et sportifs, TIC). Ont ainsi été identifiés et formulées les ambitions suivantes :

1. Renforcer l'ambition de l'école en tant que lieu de vivre ensemble

- ▶ Développer une politique pour faire reculer les représentations réductrices des différentes communautés
- ▶ Entremêler les temps scolaires, périscolaires et familiaux
 - Créer une complémentarité entre les 3 temps
 - Créer des espaces physiques pour les parents les APE
 - Créer les conditions de mobilité pour faciliter les liens entre chaque temps
- ▶ Adapter la pédagogie
 - Construction de projets (Classe patrimoine)
 - Techniques d'enseignement adaptées
 - Formes d'ouverture de l'école pour faire du lien entre l'école et la famille
 - Améliorer la qualité des formations des enseignants

- ▶ Adapter les contenus aux besoins spécifiques de la NC (contrat social)
 - Mieux intégrer l'apprentissage des langues (maîtrise de la langue maternelle)
 - Enseigner les langues vernaculaires
 - Mieux connaître l'ensemble des cultures océaniques
 - Contenus avec plus d'initiation à la culture
 - Apprendre à l'école le fondement de la citoyenneté et l'histoire locale
- ▶ Modifier la perception d'une école coloniale
- ▶ Gommer les différences sociales par le biais d'un uniforme
- ▶ Favoriser la Mixité sociale et ethnique des établissements
 - Mixité sociale des quartiers
 - Options thématiques permettant de réunir des élèves d'établissements différents ?
- ▶ Assurer une protection de l'école par les parents, les enseignants et la commune
 - Coordination de l'attention de tous les citoyens sur leur école (engagement citoyen pour la sacralisation de l'école)
 - Responsabiliser les familles sur leur rôle
- ▶ Favoriser les échanges inter établissements
- ▶ Adapter l'architecture des établissements aux différents besoins des communautés
- ▶ Ouverture vers l'extérieur / échanges scolaires inter collèges et régionaux (extrascolaires (colonies de vacances)

2. Renforcer les moments d'échanges au sein des entreprises

- ▶ Identifier des solutions innovantes pour concilier compétitivité et obligations coutumières
 - Contrats avec organisation coutumière ou autre (GDPL, GIE, interim) permettant de faire travailler plusieurs personnes pour un même poste (rotation d'équipe travaillant à mi-temps). Ex. de l'entretien des espaces verts ou la livraison de repas par un GIE (Hotel de la Province nord)
 - Recrutement selon les potentialités de compétences
 - Adaptation du droit du travail (tolérance par rapport à l'absentéisme lié à la coutume et encadrement)
- ▶ Règles partagées / négociées (congrés payés ou sans solde) pour certaines absences (deuils, responsabilités coutumières)
 - Exploiter toutes les possibilités du droit du travail en termes de négociation
 - Favoriser l'intéressement des salariés
 - Formation des DRH pour comprendre les enjeux culturels
 - Favoriser les démarches participatives au sein des entreprises
- ▶ Mieux prendre en compte la culture des salariés / culture d'entreprise (passerelle?)
- ▶ Encourager la responsabilité sociale et environnementale des entreprises
 - Prise en charge de la petite enfance
- ▶ Renforcer le sentiment d'appartenance à l'entreprise par le biais d'actions en dehors du travail (sport)
- ▶ Conseil du dialogue social

3. Soutenir les associations dans leur rôle d'engagement citoyen

- ▶ Mieux connaître le monde associatif
 - Lister les associations, leurs domaines d'intervention, le nombre de bénévoles
 - Différencier les associations qui jouent un rôle de délégation du service public des autres
- ▶ Sécuriser le fonctionnement des associations
 - Instaurer un cadre plus formel entre associations et pouvoirs publics (pérennité des moyens / organiser les espaces de dialogues avec les pouvoirs publics)
 - Donner un statut aux salariés des associations
 - Projet de charte de la vie associative à relancer ? (partenariat institutions associations)
- ▶ Soutenir en particulier les associations qui agissent activement dans le lien social ?
 - Associations d'étudiants (en métropole et en NC) ?
- ▶ Donner une ligne de conduite (Leitmotiv) pour mieux fédérer les associations pour plus de lien social
 - Créer une fédération ?
 - Favoriser la relation inter associations

LA COHÉSION SOCIALE, CLÉ DE VOÛTE D'UNE CITOYENNETÉ CALÉDONIENNE

4. Renforcer le rôle de la culture et des arts en matière de lien social

- ▶ Coordination des différentes politiques culturelle et sportive
- ▶ Sécuriser les associations culturelles et artistes
 - Statut de l'artiste
 - Mécénat
- ▶ Soutenir la création et la diffusion des arts et de la culture
 - Développer les lieux, des espaces de rencontre culturels (manifestation, festival)
- ▶ Organiser des événements d'ampleur (Caledonia 2000 ?)
- ▶ Créer des lieux de culture pays
 - Arènes du sud
- ▶ Développer l'accompagnement par des animateurs
 - Formation d'animateurs sportif et socio culturel

5. Créer de nouveaux espaces publics de rencontre

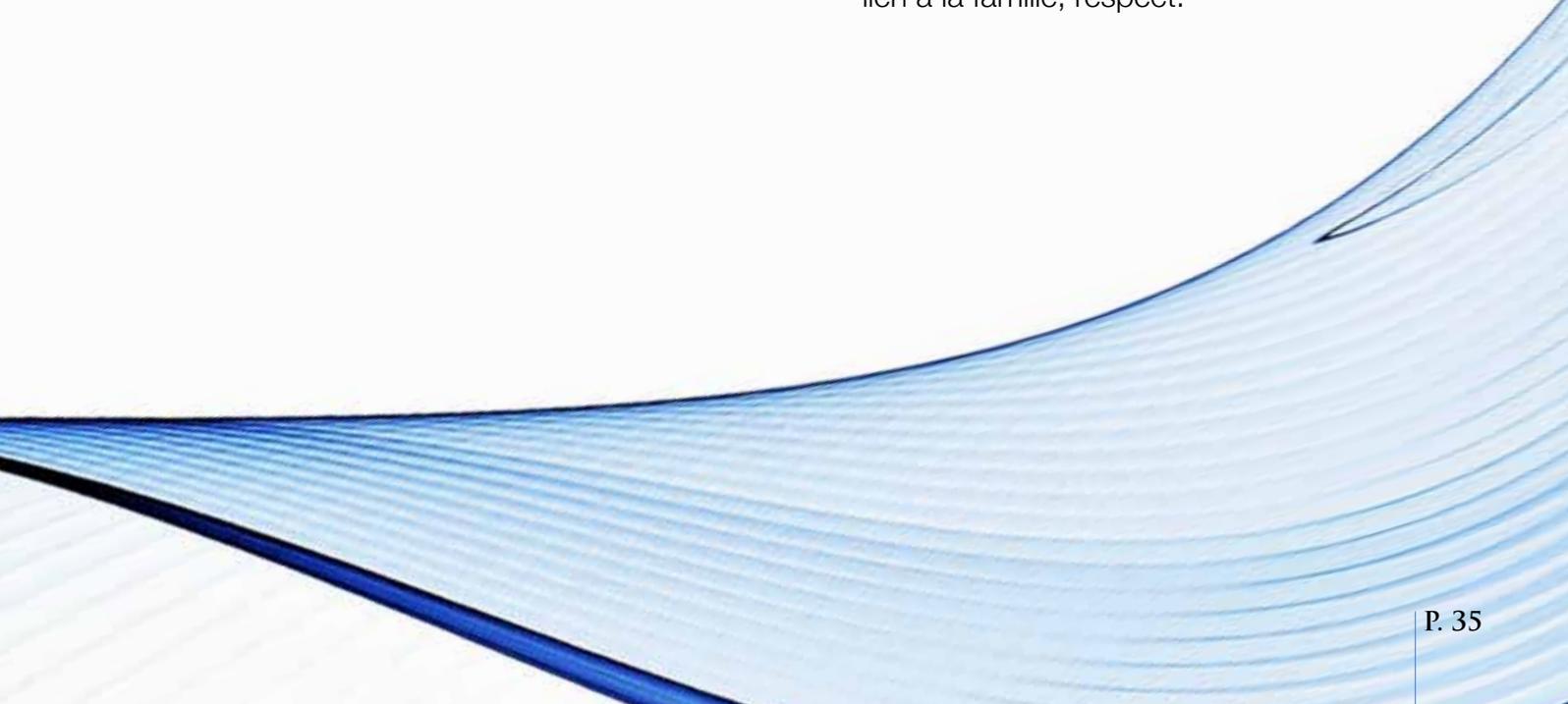
- ▶ Penser de nouveaux espaces publics ouverts et polyvalents (REX) pour favoriser la créativité et la liberté
 - Accessibilité aux maisons communes
- ▶ Développer les espaces publics de rencontre
 - Marchés dans les quartiers
- ▶ Adapter l'architecture des logements aux conditions climatiques, modes de vie et cultures locales
- ▶ Développer les infrastructures et les activités sportives dans les quartiers

6. Organiser les quartiers et l'habitat pour favoriser les échanges entre citoyens

- ▶ Faciliter la compréhension des lieux et de leur histoire
 - Toponymie...
- ▶ Développer les espaces publics de rencontre
 - Marchés dans les quartiers
- ▶ Repenser l'aménagement urbain pour plus de proximité
 - Jardins partagés au lieu de parkings
- ▶ Adapter l'architecture des logements aux conditions climatiques, modes de vie et cultures locales
- ▶ Développer les infrastructures et les activités sportives dans les quartiers
 - Formation d'animateurs

7. Favoriser la diversité des medias et la richesse des contenus (radio, TV, internet)

- ▶ Pousser les medias à s'inscrire dans une démarche de création de lieux et de débats sur la citoyenneté
- ▶ Réduire la fracture numérique dans le but de favoriser la diffusion de nouveaux medias numériques
- ▶ Favoriser la production de contenus locaux



3. LES MOMENTS D'ÉCHANGES, SYNTHÈSE DES ATELIERS

Les idées émises ont été classées selon les thématiques suivantes.

3.1 PROMOUVOIR LES MOMENTS DE PARTAGE CITOYEN.

▶ **a. Favoriser les débats sur la citoyenneté.**

Inscrire des contenus concrets dans la citoyenneté comme des espaces de débat

▶ **b. Favoriser les situations et les conditions de lien, d'amitié, de confiance et d'estime de l'Autre**

- Asseoir le rôle des médias dans la promotion des moments de partage citoyen.
- Développer et encourager les occasions de partage: aller vers l'Autre au travers de manifestations collectives : fête de quartiers, activités périscolaires, la foire de Bourail etc.

▶ **c. Consolider des démarches citoyennes émergentes.**

- Prendre exemple sur la semaine citoyenne de l'année 2011 et reproduire ce type d'expérience.
- Intégrer les enfants dans les démarches citoyennes (par exemple dans les colonies de vacances, à l'école,...).
- Transcender les paradoxes existant parfois entre libertés individuelles et respect collectif pour plus d'harmonie et de progrès
- Mettre en avant des valeurs présentes dans la société néo-calédonienne et contribuant à sa richesse : partage, travail, lien à la terre, lien à la famille, respect.

3.2 FAVORISER L'APPROPRIATION PAR TOUS DE VALEURS ET DE SYMBOLES COMMUNS, DANS LE BUT DE FAIRE ÉMERGER UNE IDENTITÉ COMMUNE.

Afin de donner corps aux symboles, il faut repenser en priorité aux valeurs fondamentales de l'humain, qu'il faut mettre en avant.

▶ a. Donner une réalité sociale aux symboles :

- donner un nom et un drapeau au pays.
- utiliser les événements festifs (exemple la fête de l'igname) comme moyen d'ouverture aux autres communautés.
- se concentrer en premier lieu sur les symboles qui rassemblent (exemple la poignée de mains historique entre JM Tjibaou et J Lafleur).

▶ b. Cultiver la fierté du pays

- Créer une « fête nationale » du pays.
- Etablir des protocoles officiels qui rendent compte de la fierté d'appartenance du pays.
- Créer un service national citoyen

3.3 PARTAGER L'HISTOIRE DU PAYS.

- Permettre d'écrire « les histoires » du pays.
- S'appuyer sur l'histoire pour faire ressortir des valeurs importantes (respect, partage)
- Partager des lieux de mémoire collectifs (ex : projet de stèle à Bourail pour commémorer les victimes des Événements)
- Favoriser une meilleure connaissance des institutions par les populations
- Améliorer la connaissance de l'histoire du pays dans sa diversité

▶ a. Encourager les recherches historiques

- ### ▶ b. S'appuyer sur la base de cette connaissance pour construire les programmes éducatifs et pour rendre accessible cette information au grand public (livres, médias, conférences...) supprimant par là même les idées préconçues.

3.4 PERMETTRE L'ÉMERGENCE D'UNE CULTURE COMMUNE ?

Cette thématique a été reçue différemment en fonction des groupes : l'un a préféré réfléchir aux moyens de faire émerger cette culture commune, tandis que l'autre, partant du principe qu'une culture commune émergerait éventuellement par elle-même, a préféré réfléchir sur chaque identité composant l'identité néo-calédonienne.

▶ a. Favoriser les manifestations de l'émergence d'une culture commune.

- Repenser la multi-appartenance : le concept de société multi-texte, (composée d'une multi-appartenance), pour dépasser la définition réductive de l'identité de chacun.
- Les TIC, notamment les réseaux sociaux, ouvrent de nouvelles formes de culture commune.

- Favoriser les rencontres de jeunes autour de préoccupations communes dans des lieux d'animation culturelle.
- Fédérer autour de symboles culturels communs.
- Favoriser les brassages socioculturels, en luttant contre les ségrégations socio-spatiales, en particulier dans la carte scolaire.

▶ b. Favoriser la reconnaissance des différentes cultures.

- Consolider le pluralisme des cultures et favoriser les échanges.
- Œuvrer au rééquilibrage culturel.

3.5 FAIRE RESPECTER LES RÈGLES SOCIALES.

- Avoir un référentiel commun de règles.
- Organiser le pluralisme juridique respectueux d'un socle commun
- Renforcer l'implication des parents dans l'éducation des enfants et dans la construction de l'identité commune

3.6 REVALORISER LA CONFIANCE DANS LA FONCTION POLITIQUE

- Encourager les hommes politiques à mettre en avant des symboles qui rassemblent (idée de mythe fondateur à créer, par exemple).
- Améliorer la confiance dans les hommes politiques qui doivent être porteurs de démarches et de projets.

Pour en savoir plus, télécharger la présentation PowerPoint sur les « Mythes fondateurs et créations symboliques d'une identité ».



TÉLÉCHARGER

QUELS SONT LES FREINS À LA COHÉSION SOCIALE ET COMMENT LUTTER CONTRE ? :

- ▶ Concentrer les efforts dans la lutte contre les fléaux sociaux (cannabis, alcool...).
- ▶ Lutter contre la peur, les stéréotypes et les frustrations fondamentales pour se dépasser et s'ouvrir à l'autre.
- ▶ Favoriser l'expression des moments douloureux de l'histoire.

ECHANGE

INÉGALITÉS

SOLIDARITÉ

IDENTITÉ ÉCHANGE

COHÉSION

SOLIDARITÉ

IDENTITÉ SOCIALE

DÉS RICHESSES

COHÉSION

CULTURE

SYMBOLES

SOCIALE

DÉS RICHESSES

LOGEMENT

CULTURE

RÉPARTITION

LIEN SOCIAL

SYMBOLES

ÉDUCATION LOGEMENT

MÉMOIRE RÉPARTITION

LIEN SOCIAL

ÉDUCATION

EMPLOI

MÉMOIRE

SANTÉ

EMPLOI





at-Commissariat de la République
en Nouvelle-Calédonie



GOVERNEMENT DE LA
NOUVELLE
CALEDONIE

IMAGINONS LES FUTURS POSSIBLES